



20h de France 2 du 18 octobre 2026

Sous les pavés, la propagande !

Le ministère de l'Intérieur en a rêvé, le 20h de Laurent Delahousse l'a fait ! Un clip de propagande intitulé « Au cœur des violences » qui décrédibilise les manifestants du 17 octobre. Un mouvement social d'ampleur nationale réduit à un message de haine sans filtre. Le 20h fait la démonstration de sa fascination pour la violence, une obsession.

12 minutes d'images de casse jusqu'à la nausée. Comme dans un film trash, s'inspirant des 3 règles du théâtre classique : unité d'action, de lieu, de temps. Lancé de pavés des casseurs, Place de la République à Paris, l'après-midi du 17 octobre.

Ça saute aux yeux : l'équipe a les deux pieds dans le même sabot, même une caméra de vidéosurveillance aurait fait mieux. On tourne en rond autour des poubelles en feu, le démontage du mobilier urbain, dans les nuages de gaz lacrymogènes. Leur mission ? Filmer les casseurs en action qui jettent des pavés à répétition, sous le nez des CRS et des manifestants piégés. C'est sans fin.

Des manifestants qui ne parlent pas de leurs revendications

Les manifestants au milieu du chaos ont répondu présents Place de la République. Ils étaient venus porter leurs revendications. On attendait des sonores puissants, mais on est loin ici de Victor Hugo et de ses descriptions des barricades de juillet 1830 dans « Les Misérables ». Le 20h de France 2 reste au ras du bitume et nous livre pêle-mêle avec des ambiances sonores captées à l'arrachée : « *c'est toujours plus ou moins le bordel mais aujourd'hui ça commence tôt* », « *Marianne est en train de cramer* », « *ça m'a atterri dessus... ils tirent à bout portant... ils commençaient à utiliser les bombes au poivre... et tout le monde est parti et ils m'ont lancé une grenade assourdissante dessus... ça a impacté ma main...* ».

Tant pis pour les revendications des manifestants, on ne les entendra pas. Des pompiers passent devant la caméra, on espère l'interview des hommes du feu, mais non, rien : le néant.

Une histoire sans parole ou presque, qui vise Mélenchon

Après 4 longues minutes de violence, de chaos, de feu, d'effroi, de peur, de malheur, la voix de la journaliste refait surface, comme si de rien n'était. Sans transition elle annonce : « *A quelques mètres de là, dans une ambiance bon enfant, entouré de jeunes qui manifestent dans le calme, Jean-Luc Mélenchon analyse la situation* ».

J-L Mélenchon : « *Une mise en mouvement de toute la jeunesse du pays, moi je ne suis pas capable là comme ça de trouver une comparaison, c'est plus puissant que Mai 68, au sein de la jeunesse, donc c'est vraiment un événement qui nous apprend des choses sur notre pays et surtout c'est incroyable !* »

Vous l'aurez compris, le leader insoumis répond à une question sur les revendications des manifestations, et non sur la violence et les casseurs que l'on nous a servi tout au long du sujet. Un contre-sens évident, assumé par l'autrice du reportage et sa rédaction en chef. Un procédé grossier et malhonnête qui fait honte à la profession et qui par la même occasion éclabousse la crédibilité de toutes les rédactions de France Télévisions, de toutes les équipes qui peuvent en subir les conséquences sur le terrain.

Après les tags de l'extérieur des locaux de France 3 à Grenoble le 18 septembre, c'est France 3 à Caen qui en a fait les frais en début de semaine avec le tag « *Journaliste collabo. La Pref vous parle tous les soirs* ».

Appel à la démission de l'équipe du 20h week-end

Le 20h week-end a choisi son camp. Desservir la cause des revendications légitimes portées par les lycéens et les citoyens : redonner des moyens à l'école, l'amélioration des conditions d'accès à l'éducation, l'égalité des chances, la fin de Parcoursup.

Le 20h week-end ne représente en aucun cas l'opinion de l'ensemble des journalistes de France Télévisions. Seule une fraction bâtit ce narratif nauséabond.

La CGT se désolidarise complètement de ce JT de désinformation, porte-parole du ministre de l'Intérieur. Une télé de préfecture. La politique du pire à France Télévisions est à l'œuvre. Nous attendons des réponses claires du directeur de l'information pour savoir quelles suites il compte donner à ce crash éditorial. **Pour la CGT, toute l'équipe du 20h du 18 octobre a failli et doit démissionner.**

Paris, le 20 octobre 2026